



déclaration CTSD 33 du 21/03/12

Monsieur le Directeur Académique,

Nous examinons aujourd'hui la préparation de la rentrée 2012 dans le 2d degré, rentrée qui s'annonce dans l'indigne lignée des 5 précédentes.

L'Académie de Bordeaux et le département de la Gironde en paieront le prix fort.

Après les RASED, vous nous présentez aujourd'hui le 2ème plan social du département de la Gironde –Avec 244 postes supprimés dont 128 MCS, on peut parler de plan social-, plan social, résultat d'une politique inique de restrictions budgétaires. : 85 suppressions de postes en solde alors que les effectifs ne cessent de croître (+433 à la prochaine rentrée).

Lycées généraux et technologiques et collèges seront fortement impactés par cet afflux massif d'élèves. Pour seule réponse, notre institution relève, entre autres, le seuil de division en classe de 57me à 30. Quel déni irresponsable de l'acte pédagogique.

En collège, pour 792 élèves de plus, il y aura 6 créations en solde ; en lycée, pour 279 élèves de plus, il y aura 36 suppressions en solde !!

Dans les L.P., l'effet bulle de la transition du couple BEP-BAC PRO en 4 ans au solo BAC PRO 3 ans explose. Ce sont 808 élèves en moins en Gironde ! Les L.P. sont asphyxiés par cette politique anti-formation professionnelle qui se traduira par 78 suppressions de postes en solde, dont 47 mesures de carte scolaire.

Nombre d'établissements girondins sont déjà sous tension. Plus de 30 établissements vous l'ont déjà dit lors de l'audience collective de mercredi dernier. Avec eux l'UNSA-Education dénonce la sous-évaluation des effectifs, la baisse de dotation malgré la hausse des effectifs – nombre d'entre eux ont évoqués les seuils d'ouverture de nouvelles classes et ont condamné les

ajustements de juin évoqués par le secrétaire général alors que les postes auront été supprimés et qu'on ne pourra pas revenir dessus.

Avec eux, l'UNSA-Education dénonce les baisses de l'offre de formation, d'options, de dédoublement.

Avec eux l'UNSA-Education dénonce les opérations de DRH et corps d'inspection auprès des collègues en mesure de carte scolaire comme la proposition de 2 ans de salaire brut en échange d'une démission !!

A l'UNSA-Education, nous n'avons de cesse de défendre une véritable politique publique pour l'Education Nationale.

A l'UNSA-Education, nous revendiquons le respect des personnels et la réussite des élèves dans des conditions d'études et de travail sereines et équitables.

A l'UNSA-Education, nous refusons cette gestion managériale et comptable qui renforce les inégalités et l'individualisme.

C'est pourquoi l'UNSA-Education appelle à manifester le 31 mars prochain à Bordeaux, avec le collectif « Un Pays, une Ecole, notre Avenir » pour défendre d'autres choix pour nos élèves, pour notre Ecole de la République.

Pour l'UNSA-Education
Evelyne Faugerolle

